



CHAPITRE 44

Loi favorisant la mise en valeur des
exploitations agricoles

[Sanctionnée le 23 octobre 1969]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

DÉFINITIONS

Interprétation:

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les expressions et mots suivants signifient ou désignent:

« agriculture »;

a) « agriculture »: la culture du sol ou l'élevage d'animaux de ferme;

« exploitant agricole »;

b) « exploitant agricole »: toute personne physique dont l'agriculture est la principale occupation;

« agriculteur »;

c) « agriculteur »: toute personne physique qui est propriétaire d'une ferme et dont l'agriculture est la principale occupation;

« ferme »;

d) « ferme »: tout immeuble exploité ou devant l'être dans un délai raisonnable pour fins agricoles;

« ferme rentable »;

e) « ferme rentable »: une ferme susceptible de produire, compte tenu de l'ensemble de ses ressources, un revenu permettant à ceux qui l'exploitent d'en acquitter les frais d'exploitation y compris l'entretien et la dépréciation, de remplir leurs obligations et de faire vivre leur famille convenablement;

« corporation d'exploitation agricole »;

f) « corporation d'exploitation agricole »: une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies (Statuts révisés, 1964, chapitre 271), ayant pour

CHAPTER 44

An Act to promote the development
of agricultural exploitations

[Assented to 23rd October 1969]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

DEFINITIONS

Interpretation:

1. In this act, unless the context indicates a different meaning, the following expressions and words mean or designate:

(a) "agriculture": the cultivation of the soil or the raising of livestock;

(b) "farm operator": any physical person whose principal occupation is agriculture;

(c) "farmer": any physical person who is the owner of a farm and whose principal occupation is agriculture;

(d) "farm": any immovable operated or to be operated within a reasonable delay for agricultural purposes;

(e) "economic farm": any farm which, taking into account all of its resources, is capable of producing a revenue which enables the operators thereof to pay the operating costs thereof, including maintenance and depreciation, to fulfil their obligations and to support their family adequately;

(f) "corporation for agricultural exploitation": a corporation constituted under the Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 271) whose principal object

"agriculture";

"farm operator";

"farmer";

"farm";

"economic farm";

"corporation for agricultural exploitation";

objet principal et pour activité principale l'exploitation d'une ferme rentable dont elle est propriétaire, pourvu que tous ses actionnaires soient des personnes physiques, qu'au moins les deux tiers en valeur des actions de toute catégorie soient la propriété d'exploitants agricoles et qu'au moins la majorité d'entre eux ait pour activité principale l'exploitation de cette ferme;

« société d'exploitation agricole » :

g) « société d'exploitation agricole » : une société au sens du Code civil qui a pour objet principal l'exploitation en commun d'une ferme rentable et qui est formée au moyen d'un contrat écrit conforme aux règlements et constituée d'exploitants agricoles dont la majorité a pour activité principale l'exploitation de cette ferme dont la propriété a été apportée à la société par un ou plusieurs d'entre eux;

« subvention » :

h) « subvention » : toute subvention accordée conformément aux dispositions de la présente loi et des règlements;

« Office » :

i) « Office » : l'Office du crédit agricole du Québec;

« ministre » :

j) « ministre » : le ministre de l'agriculture et de la colonisation;

« règlement » :

k) « règlement » : tout règlement adopté par l'Office en vertu de la présente loi.

and principal activity is the operation of an economic farm which it owns, provided that all of its shareholders are physical persons, that not less than two-thirds in value of the shares of any class is owned by farm operators and that the principal activity of at least the majority of them is the operation of such farm;

(g) "agricultural exploitation partnership": a partnership within the meaning of the Civil Code whose principal object is the joint operation of an economic farm, and which is constituted by a written contract complying with the regulations, and composed of farm operators the majority of whom have as their principal activity the operation of such farm, the ownership of which has been vested in the partnership by one or more of them;

(h) "grant": any grant made in accordance with this act and the regulations;

(i) "Bureau": the Québec Farm Credit Bureau;

j) "Minister": the Minister of Agriculture and Colonization;

(k) "regulation": any regulation made by the Bureau under this act.

SECTION II

ÉTABLISSEMENT DE JEUNES AGRICULTEURS

Subvention pour améliorations générales sur la ferme.

2. Le ministre peut, sur la recommandation de l'Office, accorder une subvention de mille dollars à tout agriculteur âgé d'au moins vingt et un ans et d'au plus quarante ans qui en fait la demande et acquiert, pour s'y établir, une ferme rentable ou qui a acquis, aux mêmes fins, une telle ferme, dans les trois années qui précèdent la date de la réception de sa demande par l'Office, afin de l'aider à mettre cette ferme en valeur conformément aux exigences des règlements.

Remise, etc., n'est pas un empêchement.

3. La subvention prévue à l'article 2 peut être accordée même si l'agriculteur bénéficie du droit à la remise prévue à

DIVISION II

ESTABLISHMENT OF YOUNG FARMERS

2. The Minister, upon the recommendation of the Bureau, may make a grant of one thousand dollars to any farmer not less than twenty-one nor more than forty years of age who applies therefor and acquires an economic farm in order to establish himself there or has acquired such a farm for the same purposes, within three years preceding the date on which the Bureau receives his application, for the purpose of assisting him to develop such farm in accordance with the requirements of the regulations.

3. The grant provided for in section 2 may be made even if the farmer benefits by the right to the remission provided for

Grant for general farm improvements.

Remission etc., not a bar.

l'article 20 de la Loi du crédit agricole (Statuts refondus, 1964, chapitre 108) ou à l'avantage prévu à l'article 4 de la Loi du prêt agricole (Statuts refondus, 1964, chapitre 111), ou s'il bénéficie ou a déjà bénéficié d'une subvention pour consolidation de ferme en vertu de l'article 30 de la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation (Statuts refondus, 1964, chapitre 101).

in section 20 of the Farm Credit Act (Revised Statutes, 1964, chapter 108) or to the advantage contemplated in section 4 of the Farm Loan Act (Revised Statutes, 1964, chapter 111), or if he benefits or has already benefited by a grant for the consolidation of a farm under section 30 of the Agriculture and Colonization Department Act (Revised Statutes, 1964, chapter 101).

Inadmissibilité.

4. Un agriculteur n'est pas admissible à la subvention prévue à l'article 2 s'il a déjà bénéficié de la subvention prévue à l'article 25 de la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation.

4. No farmer shall qualify for the grant provided for in section 2 if he has already benefited by the grant provided for in section 25 of the Agriculture and Colonization Department Act. Disqualification.

Subvention pour améliorations foncières.

5. Le ministre peut aussi, sur la recommandation de l'Office, accorder une subvention pouvant atteindre trois mille dollars à tout agriculteur âgé d'au moins vingt et un ans et d'au plus quarante ans qui en fait la demande et acquiert, pour s'y établir, une ferme rentable ou qui a acquis, aux mêmes fins, une telle ferme, dans les trois années qui précèdent la date de la réception de sa demande par l'Office, afin de l'aider à réaliser sur cette ferme un programme d'améliorations foncières conformément aux exigences des règlements.

5. The Minister, upon the recommendation of the Bureau, may also make a grant of up to three thousand dollars to any farmer not less than twenty-one nor more than forty years of age who applies therefor and acquires an economic farm in order to establish himself there or has acquired such a farm for the same purposes, within three years preceding the date on which the Bureau receives his application, for the purpose of assisting him to carry out a program for improvement of land and farm buildings on such farm in accordance with the requirements of the regulations. Grant for improvement of land and farm buildings.

Agriculteur considéré établi non admissible.

6. Un agriculteur est considéré comme s'étant déjà établi et n'est pas admissible à la subvention prévue à l'article 5 s'il bénéficie du droit à la remise prévue à l'article 20 de la Loi du crédit agricole (Statuts refondus, 1964, chapitre 108) ou à l'avantage prévu à l'article 4 de la Loi du prêt agricole (Statuts refondus, 1964, chapitre 111), ou s'il bénéficie ou a déjà bénéficié d'une subvention pour consolidation de ferme en vertu de l'article 30 de la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation (Statuts refondus, 1964, chapitre 101).

6. A farmer shall be deemed to have already established himself and shall not be qualified for the grant provided for in section 5 if he benefits by the right to the remission provided for in section 20 of the Farm Credit Act (Revised Statutes, 1964, chapter 108) or to the advantage contemplated in section 4 of the Farm Loan Act (Revised Statutes, 1964, chapter 111) or if he benefits or has already benefited by a grant for the consolidation of a farm under section 30 of the Agriculture and Colonization Department Act (Revised Statutes, 1964, chapter 101). Disqualification of farmer already deemed established.

Exception.

Toutefois, la subvention prévue à l'article 5 peut être accordée même si l'agriculteur bénéficie ou a déjà bénéficié, en partie, de la subvention prévue à l'article 25 de la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation.

Nevertheless, the grant provided for in section 5 may be made even if the farmer benefits or has already benefited in part by the grant provided for in section 25 of the Agriculture and Colonization Department Act. Exception.

SECTION III

AGRANDISSEMENT DE FERMES

Subven-
tion pour
amélio-
rations
foncières.

7. Le ministre peut, sur la recommandation de l'Office, accorder une subvention pouvant atteindre deux mille dollars à tout agriculteur qui en fait la demande et qui, de façon à rendre sa ferme rentable ou à en accroître la rentabilité, augmente la superficie de sa ferme au moyen d'une acquisition de terrain additionnel ou qui l'a ainsi augmentée dans les trois années qui précèdent la date de la réception de sa demande par l'Office et lui soumet un programme d'améliorations foncières; une telle subvention est accordée conformément aux exigences des règlements qui peuvent notamment en déterminer le montant d'après la superficie en culture qui est augmentée.

Agricul-
teur censé
agrandir
sa ferme.

Pour les fins de l'alinéa précédent, est censé agrandir sa ferme, un agriculteur qui, pour des motifs jugés valables par l'Office, dispose de sa ferme pour acquérir, dans un laps de temps déterminé par règlement, une autre ferme de plus grande étendue.

Inadmis-
sibilité au
cas de re-
mise, etc.

8. Un agriculteur n'est pas admissible à la subvention prévue à l'article 7 s'il bénéficie du droit à la remise prévue à l'article 20 de la Loi du crédit agricole ou à l'avantage prévu à l'article 4 de la Loi du prêt agricole, ou s'il bénéficie ou a déjà bénéficié, en tout ou en partie, d'une telle remise ou d'un tel avantage.

Subven-
tion maxi-
mum au
cas de
consoli-
dation.

9. L'agriculteur qui bénéficie ou a déjà bénéficié d'une subvention pour consolidation de ferme en vertu de l'article 30 de la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation, a droit à la subvention prévue à l'article 7 jusqu'à concurrence du montant qui, ajouté au montant de la subvention pour consolidation de ferme, atteint deux mille dollars.

SECTION IV

CORPORATIONS ET SOCIÉTÉS
D'EXPLOITATION AGRICOLE

Condi-
tions
d'octroi.

10. Une corporation d'exploitation agricole ou une société d'exploitation

DIVISION III

ENLARGEMENT OF FARMS

7. The Minister, upon the recommendation of the Bureau, may make a grant of up to two thousand dollars to any farmer who applies therefor and who, in such a way as to make his farm an economic farm or to increase the economic profit therefrom, increases the area of his farm through the acquisition of additional land or who has so increased it within three years preceding the date on which the Bureau receives his application, and submits to it a program for improvement of land and farm buildings; such grant shall be made in accordance with the requirements of the regulations which may in particular determine the amount according to the area under cultivation which is increased.

Grants for
improve-
ment of
land and
farm
buildings.

For the purposes of the preceding paragraph, every farmer shall be deemed to enlarge his farm who, for reasons deemed valid by the Bureau, disposes of his farm in order to acquire, within a period determined by regulation, another farm of greater area.

Farmer
deemed
to enlarge
farm.

8. No farmer shall qualify for the grant provided for in section 7 if he benefits by the right to the remission provided for in section 20 of the Farm Credit Act, or to the advantage contemplated in section 4 of the Farm Loan Act, or if he benefits or has already benefited by all or part of such remission or advantage.

Disquali-
fication
in case of
remission
etc.

9. A farmer who benefits or has already benefited by a grant for the consolidation of a farm under section 30 of the Agriculture and Colonization Department Act shall be entitled to the grant provided for in section 7 up to the amount which, added to the amount of the grant for the consolidation of a farm, attains two thousand dollars.

Limit of
grant in
cases of
consoli-
dation.

DIVISION IV

AGRICULTURAL EXPLOITATION
CORPORATIONS AND PARTNERSHIPS

10. A corporation for agricultural exploitation or an agricultural exploitation

Condi-
tions
for grants

agricole peut bénéficier des subventions auxquelles sont admissibles les agriculteurs en vertu des articles 2 et 5 aux mêmes conditions qu'eux, pourvu qu'elle compte parmi ses actionnaires ou ses sociétaires, un exploitant agricole âgé d'au moins vingt et un ans et d'au plus quarante ans détenant le tiers ou plus en valeur des actions de toute catégorie de la corporation, ou dont les intérêts dans la société représentent, de l'avis de l'Office, au moins le tiers de l'ensemble des intérêts dans cette dernière.

partnership may benefit by the grants for which farmers are qualified under sections 2 and 5, on the same conditions as such farmers, provided that one of its shareholders or members is a farm operator not less than twenty-one nor more than forty years of age who holds one third or more in value of the shares of any class of the corporation or whose interests in the partnership represent, in the opinion of the Bureau, not less than one third of all of the interests in such partnership.

Condi-
tions pour
autre
subven-
tion.

11. Une corporation d'exploitation agricole ou une société d'exploitation agricole peut aussi bénéficier de la subvention prévue à l'article 7 aux mêmes conditions qu'un agriculteur.

11. Any corporation for agricultural exploitation or agricultural exploitation partnership may also benefit by the grant provided for in section 7, on the same conditions as a farmer.

Condi-
tions
for other
grant.

Mon-
tant
maximum
accordé
à un
action-
naire ou
sociétaire.

12. Un agriculteur qui est actionnaire d'une corporation d'exploitation agricole ou qui fait partie d'une société d'exploitation agricole ayant déjà obtenu une subvention en vertu de la présente loi, ne peut recevoir aucun montant qui excéderait le montant maximum de la subvention auquel il aurait droit, si on y ajoutait la partie de la subvention obtenue par la corporation ou société qui correspond à la valeur relative des intérêts de l'actionnaire dans cette corporation ou du sociétaire dans cette société, établie par l'Office conformément aux règlements.

12. Any farmer who is a shareholder of a corporation for agricultural exploitation or is a member of an agricultural exploitation partnership which has already obtained a grant under this act shall not receive any amount which would exceed the maximum amount of the grant to which he would be entitled if there were added thereto that portion of the grant obtained by the corporation or partnership which corresponds to the relative value of the interests of the shareholder in such corporation or of the member in such partnership, established by the Bureau in accordance with the regulations.

Amount
to share-
holder or
member
limited.

Mon-
tant
maximum
accordé
à une
corpora-
tion ou
société.

Le montant d'une subvention accordée à une corporation d'exploitation agricole ou une société d'exploitation agricole en vertu de la présente loi ne peut excéder le montant au-delà duquel une telle subvention accordée à un actionnaire de cette corporation ou à un membre de cette société excède le maximum qui peut lui être accordé, si on ajoute au montant qu'il a reçu la partie des montants reçus par la corporation ou société qui correspond à la valeur relative des intérêts de l'actionnaire dans cette corporation ou du sociétaire dans la société, établie par l'Office conformément aux règlements.

The amount of a grant made to a corporation for agricultural exploitation or to an agricultural exploitation partnership under this act shall not exceed the amount beyond which such a grant made to a shareholder of such corporation or to a member of such partnership exceeds the maximum amount which may be granted to him, if there is added to the amount which he has received that portion of the amounts received by the corporation or partnership which corresponds to the relative value of the interests of the shareholder in such corporation or of the member in such partnership, established by the Bureau in accordance with the regulations.

Amount
to corpo-
ration or
partner-
ship lim-
ited.

Validité
d'émis-
sion, etc.

13. Aucune émission ou répartition ni aucun transfert d'actions d'une corpo-

13. No issue, allotment or transfer of shares of a corporation for agricultural

Validity
of issue,
etc.

ration d'exploitation agricole à qui une subvention est accordée en vertu de la présente loi n'est valide sans l'autorisation de l'Office tant que le dernier versement de la subvention n'a pas été payé.

Validité
de modi-
fication
au con-
trat.

Aucune modification au contrat par lequel est formée une société d'exploitation agricole à laquelle une subvention est accordée en vertu de la présente loi, n'est valide sans l'autorisation de l'Office tant que le dernier versement de la subvention n'a pas été payé.

exploitation to which a grant is made under this act shall be valid without the authorization of the Bureau until the last instalment of the grant has been paid.

No amendment to the contract constituting an agricultural exploitation partnership to which a grant is made under this act shall be valid without the authorization of the Bureau until the last instalment of the grant has been paid.

Validity
of amend-
ment to
contract.

SECTION V

DISPOSITIONS D'APPLICATION GÉNÉRALE

14. Toute demande de subvention doit être accompagnée des renseignements requis par règlements.

15. Nul ne peut obtenir plus d'une fois une subvention en vertu de l'article 2; il en est de même d'une subvention accordée en vertu de l'article 5.

Nul ne peut obtenir, en vertu de l'article 7, une subvention dont le montant porterait au delà de \$2,000 les sommes déjà reçues par une personne en vertu de cet article.

16. Une personne ne peut bénéficier que de l'une ou l'autre des subventions prévues aux articles 5 et 7.

17. La subvention prévue à l'article 2 est payable par l'Office en cinq versements annuels égaux de deux cents dollars chacun.

Les subventions prévues aux articles 5 et 7 sont payées par l'Office au fur et à mesure de l'exécution des travaux d'améliorations foncières, sur production à l'Office de pièces justificatives conformément aux règlements.

18. Toutes sommes versées à titre de subventions sont incessibles et insaisissables.

19. Lorsqu'un agriculteur décède après avoir reçu une subvention sans que tous les versements ne lui aient été payés, le paiement du solde peut continuer à être effectué en faveur de toute personne

14. Every application for a grant shall be accompanied by the information required by the regulations.

15. No person shall obtain a grant under section 2 more than once; the same shall apply to a grant made under section 5.

No person shall obtain under section 7 a grant the amount of which would increase beyond \$2,000 the amount already received by a person under such section.

16. A person may benefit only by one or the other of the grants provided for in sections 5 and 7.

17. The grant provided for in section 2 shall be payable by the Bureau in five equal annual instalments of two hundred dollars each.

The grants provided for in section 5 and 7 shall be paid by the Bureau as the improvement work on land and farm buildings progresses, when the vouchers have been filed with the Bureau in accordance with the regulations.

18. All amounts paid as grants shall be inalienable and unseizable.

19. When a farmer dies after he has received a grant, and all the instalments have not been paid to him, the payment of the balance may be continued to any person who, in the opinion of the Bureau,

Informa-
tion.

Grants
to be
obtained
only once.

Amount
restricted.

Option of
benefi-
ciary.

Annual
instal-
ments.

Mode
of pay-
ment.

Grants in-
alienable,
etc.

Payment
of instal-
ments in
case of
death.

qui, de l'avis de l'Office, est en mesure de continuer adéquatement l'exploitation de la ferme du défunt.

is in a position to continue the operation of the deceased's farm adequately.

Suspension des versements non payés.

20. Le droit de toute personne à qui une subvention a été accordée de recevoir les versements non encore payés à l'égard de cette subvention est suspendu pour au plus trois ans dès que cette personne cesse de se conformer aux exigences de la présente loi et des règlements pour avoir droit à ces versements; toutefois, une personne ne cesse pas d'y avoir droit pour la seule raison qu'elle exploite une ferme autre que celle qu'elle exploitait au moment où la subvention lui a été accordée.

20. The right of any person to whom a grant has been made to receive the instalments not yet paid with respect to such grant shall be suspended for not more than three years as soon as such person ceases to comply with the requirements of this act and of the regulations respecting entitlement to such instalments; nevertheless, no person shall cease to be entitled thereto for the sole reason that he operates a farm other than that which he was operating when the grant was made to him.

Suspension of unpaid instalments.

Déchéance et remise.

21. Toute personne qui obtient une subvention à laquelle elle n'a pas droit ou qui utilise le produit d'une subvention à des fins autres que les fins pour lesquelles elle a été accordée, est déchue de plein droit de cette subvention et doit remettre à l'Office les sommes reçues à l'égard de cette subvention.

21. Every person who obtains a grant to which he is not entitled or who uses the proceeds of a grant for purposes other than those for which it was made shall forfeit such grant *pleno jure* and shall remit to the Bureau the amounts received with respect to such grant.

Forfeiture and remittance.

Réglementation.

22. L'Office peut édicter tous règlements conciliables avec les dispositions de la présente loi pour en assurer l'exécution et le bon fonctionnement.

22. The Bureau may make any regulations consistent with the provisions of this act to ensure the carrying out and proper operation thereof.

Regulations.

Approbation et publication.

Ces règlements sont soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil; ils entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée.

Such regulations shall be submitted to the Lieutenant-Governor in Council for approval; they shall come into force on the date of their publication in the *Québec Official Gazette* or on such later date as is fixed therein.

Approval and publication.

Accords autorisés.

23. L'Office peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure tous accords avec tout gouvernement ou organisme ainsi qu'avec toute personne, association, société ou corporation, afin de faciliter l'exécution de la présente loi.

23. With the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, the Bureau may make any agreement with any government or body and with any person, society, partnership or corporation to facilitate the carrying out of this act.

Agreements authorized.

Exécution.

Le lieutenant-gouverneur en conseil possède les pouvoirs requis pour mettre ces accords à exécution.

The Lieutenant-Governor in Council shall have the powers required to enforce such agreements.

Enforcement.

SECTION VI

DIVISION VI

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

S.R., c. 101, s. 25, mod.

24. L'article 25 de la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation

24. Section 25 of the Agriculture and Colonization Department Act (Re-

R.S., c. 101, s. 25, am.

(Statuts refondus, 1964, chapitre 101) est modifié en remplaçant les troisième et quatrième lignes du paragraphe 1 par ce qui suit: « et qui, avant le 1^{er} janvier 1970, remplit les conditions nécessaires d'établissement a droit, avant cette date, d'obtenir une ».

vised Statutes, 1964, chapter 101) is amended by replacing the words "and fulfills the conditions necessary for such establishment, may obtain a", in the third and fourth lines of subsection 1 by the words "and who, before the 1st of January 1970, fulfils the conditions necessary for such establishment, may obtain, before such date, a".

S.R., c.
111, a. 4,
mod.

25. L'article 4 de la Loi du prêt agricole (Statuts refondus, 1964, chapitre 111) est modifié en insérant, dans la troisième ligne du premier alinéa, après le mot « assumer », ce qui suit: « avant le 1^{er} janvier 1970 ».

25. Section 4 of the Farm Loan Act (Revised Statutes, 1964, chapter 111) is amended by inserting after the word "assume" in the third line of the first paragraph the words " , before the 1st of January 1970, ".

S.R., c.
108, s. 8,
mod.

26. L'article 8 de la Loi du crédit agricole (Statuts refondus, 1964, chapitre 108), modifié par l'article 1 du chapitre 38 des lois de 1965 (1^{re} session), par l'article 6 du chapitre 17 des lois de 1966/1967, et par l'article 5 du chapitre 41 des lois de 1969, est de nouveau modifié en insérant dans la première ligne du paragraphe e, après le mot « Consentir », ce qui suit: « avant le 1^{er} janvier 1970 ».

26. Section 8 of the Farm Credit Act (Revised Statutes, 1964, chapter 108), amended by section 1 of chapter 38 of the statutes of 1965 (1st session), section 6 of chapter 17 of the statutes of 1966/1967, and by section 5 of chapter 41 of the statutes of 1969, is again amended by replacing the word "Grant" in the first line of paragraph e by the following: "Before the 1st of January 1970, grant".

Id., a. 20,
mod.

27. L'article 20 de ladite loi, modifié par l'article 13 du chapitre 41 des lois de 1969, est de nouveau modifié en insérant, dans la troisième ligne du premier alinéa, après le chiffre « 8 », ce qui suit: « avant le 1^{er} janvier 1970 ».

27. Section 20 of the said act, amended by section 13 of chapter 41 of the statutes of 1969, is again amended by inserting, after the figure "8" in the second line of the first paragraph, the following: "before the first of January 1970".

Condi-
tions
d'octroi
au béné-
ficiaire
d'un prêt
d'établis-
sement.

28. Toute personne à qui un prêt d'établissement a été consenti en vertu du paragraphe e de l'article 8 de la Loi du crédit agricole ou à qui un prêt semblable a été consenti en vertu de la Loi sur le crédit agricole (Statuts du Canada), entre le 1^{er} avril 1969 et la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, peut obtenir une subvention en vertu de l'article 5 de la présente loi pourvu qu'elle renonce à son droit à la remise prévue à l'article 20 de ladite Loi du crédit agricole ou à l'avantage prévu à l'article 4 de la Loi du prêt agricole, avant le 1^{er} avril 1970.

28. Every person to whom a settlement loan has been made under paragraph e of section 8 of the Farm Credit Act or to whom a similar loan has been made under the Farm Credit Act (Statutes of Canada), between the 1st of April 1969 and the date of the coming into force of this act may obtain a grant under section 5 of this act provided that he renounces his right to the remission provided for in section 20 of the said Farm Credit Act or to the advantage provided for in section 4 of the Farm Loan Act, before the 1st of April 1970.

Transfert
de crédits.

29. Les sommes qui, de l'avis du lieutenant-gouverneur en conseil ont été mises à la disposition du ministre pour les fins des subventions prévues à l'article 25

29. The amounts which in the opinion of the Lieutenant-Governor in Council have been placed at the disposal of the Minister for the purposes of the grants

Transfer
of sums.

de la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation deviennent à la disposition de l'Office pour être employées par lui aux fins de la présente loi.

Deniers
addition-
nels.

Les deniers additionnels requis pour l'application de la présente loi au cours de l'exercice financier 1969/1970 sont pris sur le fonds consolidé du revenu.

Paiement
des verse-
ments non
payés.

30. Les versements non encore payés à l'égard des subventions prévues à l'article 25 de la Loi du ministère de l'agriculture et de la colonisation ainsi qu'à l'égard des subventions pour consolidation de fermes en vertu de l'article 30 de ladite loi sont payés, à compter de la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, par l'Office jusqu'à ce que les engagements relativement à ces subventions soient remplis.

Exécution
de la loi.

31. L'Office est chargé de l'exécution de la présente loi.

Entrée en
vigueur.

32. La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1970.

provided for in section 25 of the Agriculture and Colonization Department Act shall be placed at the disposal of the Bureau to be used by it for the purposes of this act.

The additional moneys required for the carrying out of this act during the fiscal year 1969/1970 shall be taken out of the consolidated revenue fund.

Addi-
tional
moneys.

30. The instalments not yet paid with respect to the grants provided for in section 25 of the Agriculture and Colonization Department Act and with respect to the grants for the consolidation of farms under section 30 of the said act shall be paid, from the date of the coming into force of this act, by the Bureau, until the commitments respecting such grants are fulfilled.

Payment
of instal-
ments not
yet paid.

31. The Bureau shall be entrusted with the carrying out of this act.

Carrying
out of act.

32. This act shall come into force on the 1st of January 1970.

Coming
into force.